



Suivi des dépenses : Deuxième trimestre de 2012-2013

Ottawa, Canada
Le 24 janvier 2013
www.pbo-dpb.gc.ca

Points principaux de la présente note

- La présente note porte sur les dépenses fédérales des six premiers mois de l'exercice 2012-2013 (avril à septembre 2012).
- D'après les données des six premiers mois, les dépenses fédérales ont diminué d'environ 0,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, alors que le ministère des Finances prévoyait une augmentation annuelle de 2 % dans la *Mise à jour des projections économiques et budgétaires* de novembre 2012.
 - La baisse des dépenses depuis le début de l'exercice est attribuable, en partie, à la réduction des frais de la dette publique et des dépenses de fonctionnement. Ces dernières ont été assujetties aux mesures de compression du budget de 2012.
- Même si les dépenses totales ont reculé, celles concernant les services internes (les coûts indirects) ont augmenté de 8 % par rapport au premier semestre de 2012-2013.
- Bon nombre des principaux changements touchant les autorisations de dépenser sont expliqués dans les rapports trimestriels des ministères et des organismes concernés. On trouvera toutefois, dans ces rapports, peu de détails sur les dépenses par activité de programme, ce qui ne favorise pas la transparence ni la surveillance financières. Les normes du Secrétariat du Conseil du Trésor en matière de rapports n'exigent pas de publier ces données.
- Dans le site Web du DPB (www.pbo-dpb.gc.ca), on trouvera des tableaux qui résument les dépenses totales par activité de programme pour les six premiers mois de 2012-2013.

Préparé par : Trevor Shaw et Jason Stanton*

* Communiquer avec Jason Jacques (jason.jacques@parl.gc.ca) pour obtenir plus de renseignements.

1. Contexte

Le mandat que la loi confère au directeur parlementaire du budget (DPB) consiste à « fournir au Sénat et à la Chambre des communes, de façon indépendante, des analyses de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et des tendances de l'économie nationale »¹.

Conformément à ce mandat, le DPB analyse de façon continue les modifications apportées aux autorisations de dépenser des ministères et des organismes qui sont présentées dans les prévisions budgétaires (autorisations accordées par le Parlement) et suit l'évolution des dépenses effectuées au cours de l'exercice sur les crédits accordés².

Ce cadre de suivi permet au DPB de mettre en lumière les éléments importants pour les parlementaires lorsqu'ils examinent les révisions des autorisations de dépenser proposées par le gouvernement. En outre, les plans de réduction de dépenses annoncés dans le Budget de 2012 n'ayant pas été présentés dans les documents budgétaires (soit le Budget principal et les Budgets supplémentaires des dépenses, de même que les rapports sur les plans et les priorités), le cadre fournit des précisions aux parlementaires et les aide à repérer les

programmes qui pourraient avoir été touchés par les mesures de compressions des dépenses en cours³.

La présente note passe en revue l'ensemble des autorisations de dépenser (soit le Budget principal et les Budgets supplémentaires des dépenses (A) et (B)) et les dépenses réelles des six premiers mois de l'exercice en cours (avril à septembre 2012).

2. Faits saillants depuis le début de l'exercice 2012-2013

Total des dépenses

Les dépenses totales se répartissent en quatre catégories : les principaux transferts aux particuliers, les principaux transferts à d'autres ordres de gouvernement, les frais de service de la dette et les dépenses de programmes directes (DPD). Comme les trois premières catégories sont de nature législative et suivent l'évolution des variables économiques, le DPB concentre son analyse sur les DPD, qui font l'objet des récents efforts de compression du gouvernement.

Les dépenses totales des six premiers mois de 2012-2013 ont baissé de 0,8 milliard de dollars par rapport à la même période en 2011-2012, soit un recul de 0,6 % (figure 2-1).

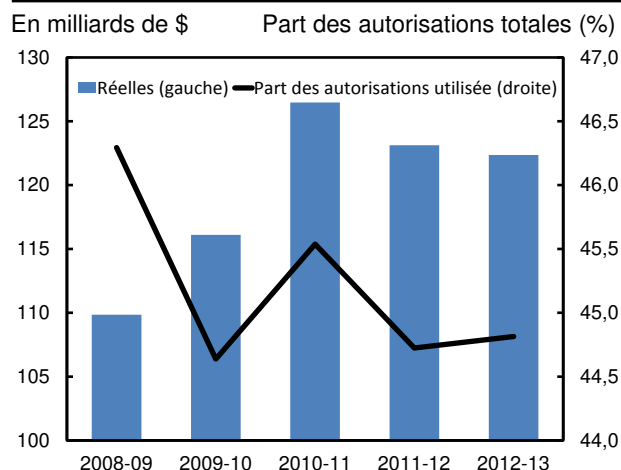
¹ <http://lois.justice.gc.ca/PDF/P-1.PDF>. Consulté en janvier 2013.

² Un aperçu de la méthodologie employée par le DPB est inclus dans une note d'information complémentaire, Guide de méthodologie pour le Suivi des dépenses, http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Publications/Expenditure_Monitor_Guide_FR.pdf. Consulté en janvier 2013.

³ <http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Expenditure%20Monitoring%20Framework.FR.pdf>. Consulté en janvier 2013.

Figure 2-1

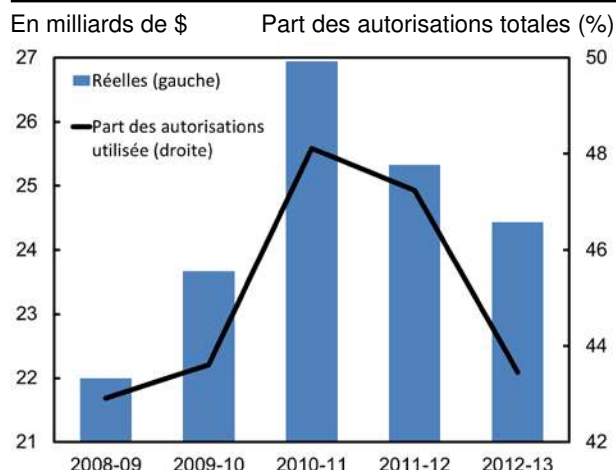
Dépenses totales des six premiers mois de l'exercice⁴



Sources : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

Figure 2-2

Dépenses de fonctionnement dans les six premiers mois de l'exercice



Sources : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

Dépenses de programmes directes

Les DPD comprennent les dépenses de fonctionnement et les dépenses en immobilisations, ainsi que d'autres transferts (comme ceux des programmes de soutien du secteur agricole).

(i) Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont baissé de près de 0,9 milliard de dollars (environ 4 %) pour se fixer à 24,4 milliards (figure 2-2). Ce recul a eu pour effet que, pour les six premiers mois de l'exercice, les ministères et les organismes ont utilisé une proportion moindre de leurs autorisations (43 %) que l'an dernier (47 %).

⁴ Note : À compter de 2012-2013, plusieurs crédits d'impôt sont considérés comme des dépenses. Les données historiques ne sont donc disponibles qu'à partir de 2011-2012. Les dépenses de 2008-2009 à 2010-2011 sont sous-estimées d'environ 1 milliard de dollars à la figure 2-1, car ces postes n'entrent pas en compte dans les prévisions du gouvernement. Il n'y a pas d'effet significatif sur le calcul de la part des autorisations totales.

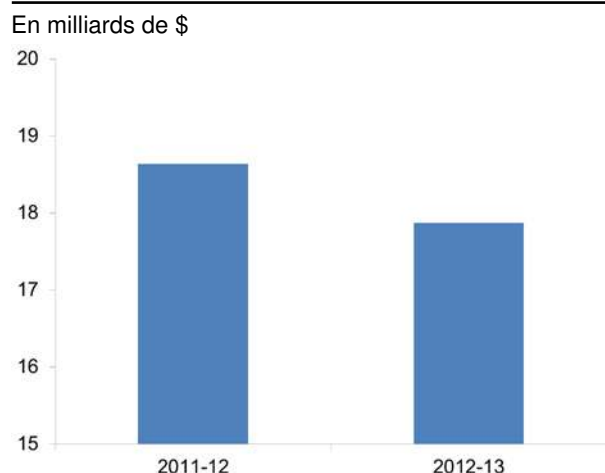
La baisse des dépenses de fonctionnement, qui touche la plupart des ministères et des organismes depuis 2010-2011, est attribuable aux mesures de réduction contenues dans les trois derniers budgets fédéraux et à la hausse des dépenses liées à la relance de l'économie, en 2010-2011.

La réduction des dépenses en personnel compte pour la majeure partie de la baisse enregistrée dans les dépenses de fonctionnement. Selon les rapports trimestriels des ministères et des organismes, les dépenses totales en personnel ont reculé d'environ 0,8 milliard de dollars (4 %) par rapport à l'exercice précédent (figure 2-3), une conséquence de l'élimination de 11 000 postes dans la première moitié de 2012-2013^{5,6}.

⁵ Les données proviennent des rapports financiers trimestriels des ministères. Le Tribunal canadien des droits de la personne, la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire et la Commission de vérité et de réconciliation n'ont pas encore publié leur rapport du deuxième trimestre de 2012-2013.

Figure 2-3

Dépenses en personnel dans les six premiers mois de l'exercice



Sources : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

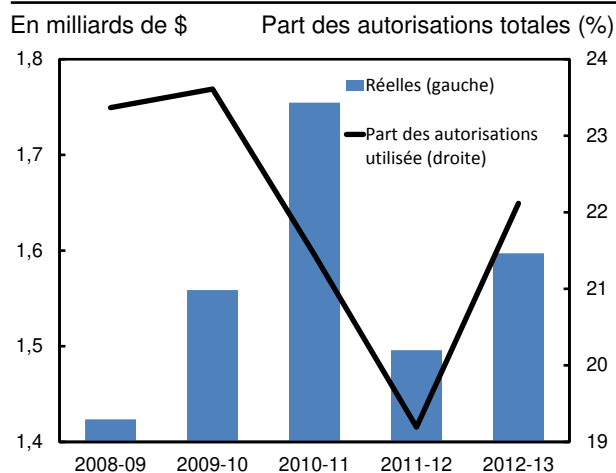
(ii) Dépenses en immobilisations

Comme la figure 2-4 le montre, les dépenses en immobilisations ont augmenté de près de 7 % dans les six premiers mois de 2012-2013 pour s'établir à environ 1,6 milliard de dollars. La part des dépenses par rapport aux autorisations a aussi augmenté, passant à 22 %. D'habitude, les dépenses en immobilisations tendent à s'accroître au fil de l'exercice, ce qui explique la part relativement faible des autorisations utilisées au cours des six premiers mois.

La croissance des dépenses en immobilisations est stimulée, en partie, par la hausse de 5 % des dépenses enregistrées jusqu'ici à ce chapitre par le ministère de la Défense nationale⁷.

Figure 2-4

Dépenses en immobilisations dans les six premiers mois de l'exercice



Sources : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

(iii) Autres paiements de transfert

Les montants autorisés pour d'« autres » paiements de transfert (transfert autres que ceux destinés à des particuliers et ordres de gouvernement) ont diminué de plus de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses relatives aux paiements de transfert non majeurs ont, quant à elles, reculé de 8 %, passant à environ 14,8 milliards de dollars pour les six premiers mois de 2012-2013 (figure 2-5).

Par rapport aux autorisations, la part des dépenses relatives aux autres paiements de transfert est restée stable, se maintenant à environ 35 %.

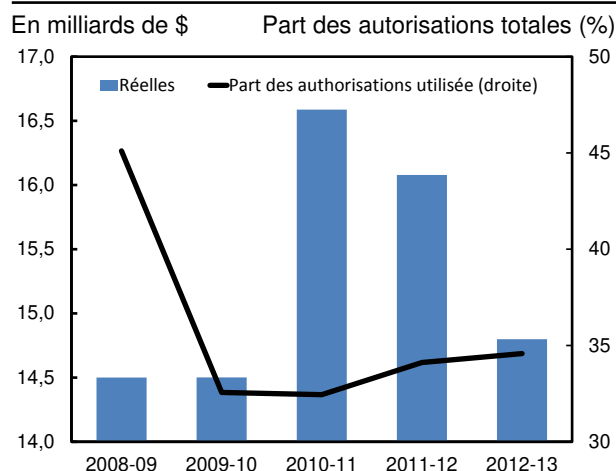
⁶ <http://www.tbs-sct.gc.ca/media/nr-cp/2012/1116-fra.asp>.

Consulté en janvier 2013.

⁷ Les dépenses en immobilisations enregistrées par le ministère de la Défense nationale au cours des six premiers mois sont passées de 996 millions de dollars en 2011-2012, à 1 044 millions de dollars en 2012-2013.

Figure 2-5

Autres paiements de transfert dans les six premiers mois de l'exercice



Sources : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

3. Services internes

Les services internes forment une activité de programme distincte qui est commune à la plupart des ministères et des organismes. Ils représentent une combinaison des dépenses de fonctionnement et d'immobilisation et comprennent des domaines tels que les communications, la gestion financière, la gestion des ressources humaines et la technologie de l'information⁸. Dans le Budget de 2012, le gouvernement prévoyait réaliser la majeure partie des économies au moyen de l'efficacité et de mesures touchant les services administratifs⁹. Or, selon les données des ministères et des organismes fédéraux, les économies de programmes visant les services internes comptent pour 15 % des réductions de dépenses prévues¹⁰.

⁸ <http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20122013/me-bpd/me-bpd-fra.pdf>. Consulté en janvier 2013.

⁹ <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/pdf/Plan2012-fra.pdf>. Consulté en janvier 2013.

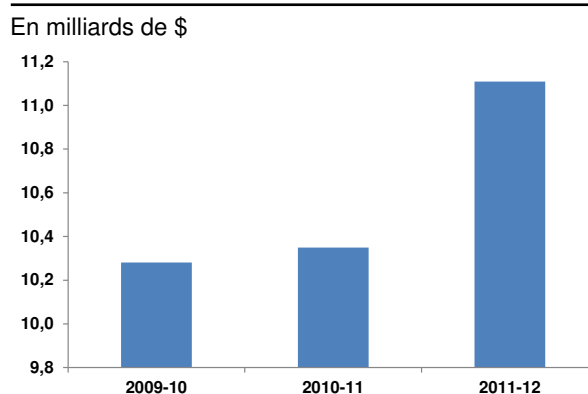
¹⁰ http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Budget%202012%20Expenditure%20Reductions_FR.pdf. Consulté en janvier 2013.

Au cours de la première moitié du présent exercice, les dépenses en services internes ont avoisiné les 5,3 milliards de dollars dans la première moitié de 2012-2013, une hausse de 8 % par rapport à l'exercice précédent^{11,12}. Cette hausse est conforme à l'orientation des dépenses en services internes des dernières années (figure 3-1)¹³.

L'augmentation soutenue des dépenses en services internes donne à penser que la croissance des coûts indirects n'a pas ralenti, comme le laissaient entendre les budgets de 2010 à 2012, et que les mesures de compression ont surtout entraîné une réduction des dépenses dans les services de première ligne¹⁴.

Figure 3-1

Dépenses en services internes



Sources : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

¹¹ Calcul du DPB réalisé au moyen des états financiers des ministères et des organismes fédéraux.

¹² Calcul du DPB réalisé au moyen des données du gouvernement du Canada et tenant compte des transferts interministériels de services internes et du revenu tiré d'une activité de crédit net.

¹³ Le taux cumulatif de croissance annuel de 4 % des dépenses est conforme au taux de croissance annuel des crédits, qui est de 4 %.

¹⁴ <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/toc-tdm-fra.html> et <http://www.budget.gc.ca/pdfarch/index-fra.html>. Consultés en janvier 2013.

4. Postes individuels

Pour déterminer la variation des dépenses ministérielles au cours des six premiers mois de 2012-2013, le DPB a analysé les données sur les crédits et les activités de programme en les comparant à celles de la même période de l'exercice précédent. Les changements les plus importants, en dollars et en pourcentage, sont présentés à l'annexe A.

Les changements importants aux autorisations sont expliqués à la lumière des rapports financiers trimestriels des ministères et des organismes. Ceux-ci n'étant pas tenus de rendre compte des activités de programme, les changements enregistrés dans les dépenses par activité de programme ne sont pas tous expliqués avec le même niveau de précision.

Par exemple, aucune explication n'est fournie concernant la hausse sur 12 mois de 4 079 % des dépenses qui est observée au chapitre du développement commercial à l'Agence canadienne de développement économique du Nord, ni concernant la baisse de 82 % constatée dans les services axés sur la clientèle à Ressources humaines et Développement des compétences Canada. Une description complète de chaque activité de programme au gouvernement du Canada est affichée dans le [site Web du Receveur général du Canada](#).

Comme l'ont indiqué d'autres rapports du DPB, les ministères et les organismes fédéraux n'ont encore présenté aux parlementaires et aux Canadiens aucun plan de dépense conforme au

Budget de 2012. En outre, leurs rapports financiers trimestriels n'ont pas fait toute la lumière sur les réductions de dépenses prévues au budget. Pour cette raison, il est difficile d'évaluer si les changements substantiels dans les dépenses sur 12 mois sont attribuables à des réductions de dépenses/éliminations de programmes ou à d'autres facteurs.

5. Conclusion

Au cours des six premiers mois de 2012-2013, les dépenses fédérales totales ont diminué d'environ 0,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent¹⁵, alors que le ministère des Finances prévoyait une augmentation de 2 % (de 2011-2012 à 2012-2013) dans la *Mise à jour des projections économiques et budgétaires* de novembre 2012.

Afin d'atteindre ses objectifs d'équilibre budgétaire, le gouvernement veut se concentrer sur la réduction des dépenses de programmes directes (DPD), lesquelles constituent l'un des quatre volets des dépenses totales. Sur une base annuelle, les DPD ont reculé de 4 % par rapport à l'exercice précédent. Le DPB continuera de suivre l'exécution du Budget de 2012 et du Plan de dépenses du gouvernement.

La Base de données de suivi intégré (BDSI) a été mise à jour par l'ajout des données sur les dépenses des six premiers mois de l'exercice 2012-2013, y compris les données par activité de programme. Les feuilles de données sont aussi affichées sur le site Web du DPB dans la section [Ressources pour la recherche](#).

¹⁵ Le Budget total comprend le Budget principal des dépenses ainsi que les budgets supplémentaires (A) et (B).

Annexe A

Tableau 1. Variations en dollars les plus fortes pour les autorisations : Dépenses totales du premier trimestre de 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent¹

Organisation	Autorisations	Δ (en milliers de dollars)	Explication du rapport trimestriel
Finances	Intérêt sur la dette publique et autres coûts	-1 078 282	Baisse des taux d'intérêt
Ressources humaines et Développement des compétences	Sécurité de la vieillesse	915 962	Hausse du nombre de bénéficiaires, augmentation des prestations
Finances	Transfert canadien en matière de santé	808 569	Augmentation prévue par la loi
Bureau de l'infrastructure du Canada	Contributions	-619 705	Attribuable en partie à l'achèvement de programmes menés dans le cadre du Plan d'action économique
Défense nationale	Dépenses de fonctionnement	-354 265	Établissement du Centre de la sécurité des télécommunications Canada comme agence autonome; transfert des opérations à Services partagés Canada
Ressources humaines et Développement des compétences	Dépenses de fonctionnement	-303 083	Surtout attribuable au versement d'indemnités de départ et de prestations de préretraite à la suite de modifications apportées à des conventions collectives en 2011-2012 et du transfert d'opérations à Services partagés Canada
Ressources humaines et Développement des compétences	Paielements du Supplément de revenu garanti	292 499	Hausse du nombre d'aînés et des montants versés
Statistique Canada	Dépenses de fonctionnement	-249 284	Diminution des dépenses surtout attribuable à l'achèvement d'activités relatives au recensement
Agriculture et Agroalimentaire Canada	Paielements de contribution dans le cadre du Programme d'aide aux agriculteurs en cas de catastrophe/Agri-relance	-195 124	Paielements importants versés lors de l'exercice précédent en raison de l'humidité excessive en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et au Québec
Ressources naturelles	Subventions et contributions	-182 275	Attribuable principalement à la réduction du Programme d'écologisation des pâtes et papiers
1. Tous les crédits du Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 100 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.			

Tableau 2. Variations en dollars les plus fortes pour les autorisations : Dépenses totales du premier trimestre de 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent¹

Organisation	Autorisations	Δ %	Explication du rapport trimestriel
Industrie	Contributions dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir	24 028 %	<i>Report de 52,5 millions de dollars pour les derniers versements au Programme d'infrastructure du savoir en 2012-2013</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	Bon canadien pour l'épargne-invalidité	292%	<i>Report des droits à la subvention et au bon inutilisés, mesure mise en œuvre en janvier 2012</i>
Bureau de la coordonnatrice, Condition féminine	Subventions et contributions	265%	<i>Écart temporaire dans les calendriers des paiements des projets</i>
Transports	Subventions et contributions	218%	<i>Attribuable principalement à la hausse des dépenses relatives au Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers</i>
Agriculture et Agroalimentaire Canada	Paielements - Loi sur les programmes de commercialisation agricole	189%	<i>Aucune</i>
Environnement	Dépenses en immobilisations	177%	<i>Activités d'immobilisations retardées en raison d'un traitement limité de contrats conclus au cours de la période des élections fédérales</i>
Conseil national de recherches du Canada	Dépenses en immobilisations	175%	<i>Attribuable à la modification du processus d'approbation au cours du dernier exercice, qui a entraîné des délais en rapport avec les dépenses en immobilisations</i>
Agence canadienne d'inspection des aliments	Dépenses en immobilisations	162%	<i>Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire Canada; hausse de la somme reportée</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	Indemnisation des fonctionnaires et des marins marchands	130%	<i>Aucune</i>
Santé	Dépenses en immobilisations	119%	<i>Aucune</i>

1. Tous les crédits du Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 100 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.

Tableau 3. Variations en dollars les plus fortes pour les activités de programme : Dépenses totales depuis le début de l'exercice 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent¹

Organisation	Activités de programme	Δ (en milliers de dollars)	Explication du rapport trimestriel
Ressources humaines et Développement des compétences	Sécurité du revenu	1 288 638	<i>Hausse du nombre de bénéficiaires, augmentation des prestations</i>
Finances	Trésorerie et affaires financières	-992 175	<i>Baisse des taux d'intérêt</i>
Finances	Programmes de paiements de transfert et de taxation	-912 886	<i>Réductions prévues par la loi des programmes de transfert</i>
Défense nationale	Paix, stabilité et sécurité sur la scène internationale	-491 118	<i>Aucune</i>
Transports*	Infrastructures de transport	271 102	<i>Aucune</i>
Statistique Canada	Statistique du recensement, de la démographie et autochtone	-260 183	<i>Recensement de la population de 2011 tenu durant le premier trimestre de l'exercice précédent</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	Fonds de la taxe sur l'essence	-232 524	<i>Au cours de l'exercice 2011-2012, des paiements supplémentaires ont été versés à l'Alberta en raison de l'acceptation tardive du rapport provincial annuel des dépenses de 2010-2011</i>
Ressources humaines et Développement des compétences*	Apprentissage	121 850	<i>Aucune</i>
Travaux publics et Services gouvernementaux*	Gestion des locaux et des biens immobiliers	55 470	<i>Aucune</i>
Ressources humaines et Développement des compétences*	Compétences et emploi	21 716	<i>Aucune</i>
1. Toutes les activités de programme énumérées dans le Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 10 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.			
*Les chiffres ont été ajustés pour une pour une comptabilité de caisse, plutôt que de la comptabilité d'exercice. D'autres résultats présentés dans la note sont inchangés.			

Tableau 4a. Augmentations en pourcentage les plus fortes pour les activités de programme : Dépenses totales depuis le début de l'exercice 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent¹

Organisation	Activités de programme	Δ %	Explication du rapport trimestriel
Agence canadienne de développement économique du Nord	Développement commercial	4079%	Aucune
Société canadienne d'hypothèques et de logement	Initiative en matière de logement abordable	3381%	Attribuable à une hausse des dépenses relatives à l'investissement dans le logement abordable, lesquelles découlent du report de dépenses en 2011 et de dépenses plus élevées que prévu en logement social
Transports	Portes et corridors	673%	Aucune
Conseil de recherches en sciences humaines	Chaires de recherche/Savoir : Nouvelles connaissances en sciences humaines	488%	Aucune
Sécurité publique et Protection civile	Gestion des urgences	322%	Aucune
Anciens combattants	Sensibilisation aux activités commémoratives /Programme Le Canada se souvient	285%	Aucune
Société canadienne d'hypothèques et de logement	Diffusion de recherches et d'information visant à promouvoir les logements et les collectivités durables tout en favorisant l'élaboration et la mise en œuvre de la politique fédérale en matière d'habitation	210%	Aucune
Bureau de l'infrastructure du Canada*	Fonds pour l'infrastructure verte	206%	Aucune
Bureau de la coordonnatrice, Condition féminine	Participation des femmes à la société canadienne	145%	Aucune
Ressources humaines et Développement des compétences*	Compétences et emploi	3%	Aucune

1. Toutes les activités de programme énumérées dans le Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 10 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.

*Les chiffres ont été ajustés pour une pour une comptabilité de caisse, plutôt que de la comptabilité d'exercice. D'autres résultats présentés dans la note sont inchangées.

Tableau 4b. Diminutions en pourcentage les plus fortes pour les activités de programme : Dépenses totales depuis le début de l'exercice 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent¹

Organisation	Activités de programme	Δ %	Explication du rapport trimestriel
Travaux publics et Services gouvernementaux	Services d'infrastructure de technologie de l'information	-100%	<i>Transférés à Services partagés Canada</i>
Directeur général des élections	Opérations électorales	-93%	<i>41^e élection tenue durant le premier trimestre de l'exercice précédent</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	Fonds sur l'infrastructure frontalière	-90%	<i>Nouvelle méthode de prévision, le Ministère ayant consacré moins de fonds aux PEF par rapport à l'exercice précédent</i>
Statistique Canada	Statistique du recensement, de la démographie et autochtone	-89%	<i>Recensement de la population de 2011 tenu durant le premier trimestre de l'exercice précédent</i>
Ressources humaines et Développement des compétences**	Service axé sur les citoyens	-82%	<i>Aucune</i>
Conseil privé	Commissions d'enquête	-67%	<i>Ralentissement des activités de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser en 2012-2013, la fin des travaux étant prévue pour le 31 décembre 2012</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	-66%	<i>Nouvelle méthode de prévision, le Ministère ayant consacré moins de fonds aux PEF par rapport à l'exercice précédent</i>
Travaux publics et Services gouvernementaux*	Programmes et services spécialisés	-48%	<i>Aucune</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada*	Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	-40%	<i>Nouvelle méthode de prévision, le Ministère ayant consacré moins de fonds aux PEF par rapport à l'exercice précédent</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada*	Fonds Chantiers Canada Fund - volet Grandes Infrastructures	-32%	<i>Nouvelle méthode de prévision, le Ministère ayant consacré moins de fonds aux PEF par rapport à l'exercice précédent</i>

1. Toutes les activités de programme énumérées dans le Budget principal des dépenses 2012-2013 ayant des autorisations totales de plus de 10 millions de dollars en 2011-2012 et 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.

*Les chiffres ont été ajustés pour une pour une comptabilité de caisse, plutôt que de la comptabilité d'exercice. D'autres résultats présentés dans la note sont inchangés.

**Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse pour cette activité de programme est illustré à la page 5.